

EXPRESSIONS

GAUCHE CITOYENNE (Majorité municipale)

LE TRAMWAY 9, UN TRANSPORT ÉCOLOGIQUE, POUR MIEUX SE DÉPLACER ET ACCÉDER À L'EMPLOI

Depuis plusieurs mois, les Orlysiens peuvent constater, voie des Saules et rue Christophe Colomb, l'avancement régulier des travaux du futur tramway Paris-Orly, le Tram9.

Après les travaux réalisés pour dévier les réseaux d'eau, d'électricité, de gaz ou de téléphonie, débute ceux de plateforme. Concrètement, il s'agit maintenant d'aménager la voirie afin qu'elle puisse accueillir le tramway : création d'une voie dédiée, des stations, installations des rails...

Ce tramway, que nous avons appelé de nos vœux, facilitera l'accès des Orlysiens à la capitale. Ponctuel (une rame tous les 5 minutes), confortable, il sera surtout plus écologique, bien moins polluant que la voiture car roulant à l'électricité. Le Tram9 aura des effets bénéfiques sur les commerces, les emplois mais aussi sur les espaces publics, le bruit et la sécurité.

Aujourd'hui, son terminus se situe place Gaston Viens. Mais l'équipe municipale poursuit son combat afin que le terminus de la ligne soit déplacé jusqu'à l'aéroport d'Orly. Le Tram9 permettrait ainsi aux Orlysiens de mieux accéder au vivier d'emplois de l'aéroport d'Orly. Dans ce même domaine, nous sommes également mobilisés pour que les emplois générés par les grands chantiers de transport bénéficient aux Orlysiens. Prochainement, nous rencontrerons les entreprises titulaires des marchés du Tram9 et de la ligne 14 pour veiller à la mise en place des clauses d'insertion. Vous pouvez compter sur notre engagement pour y parvenir.

Les élus de la Gauche citoyenne vous souhaitent un très bel été.

Hind Benaini.

ÉLUS SOCIALISTES (Majorité municipale)

NON, ON NE DÉPENSE PAS TROP DE « POGNON » POUR LES PAUVRES !

Notre ville est une des villes du Val de Marne dont le revenu fiscal par habitant est un des plus faibles de ce département. Le plus grand nombre de nos concitoyens orlysiens qui bénéficient de revenus sociaux (RSA, minimum vieillesse, allocation parent isolé, ...) est situé dans une partie de la ville. Il est vrai que lorsque l'activité économique est vigoureuse, à Orly comme dans toute la France, le nombre d'allocataires de minimas sociaux baisse. On peut donc difficilement accepter un discours stigmatisant, voire méprisant vis à vis de nos concitoyens les plus démunis. Le Président de la République a laissé entendre dans une interview que l'argent public dépensé par l'État ne réduisait pas la pauvreté. Toute réduction des minimas sociaux ou de la prime d'activité n'aurait pour effet que de rendre plus pauvres les personnes pauvres !

La municipalité a depuis de nombreuses années utilisé une grande partie de la richesse fiscale des entreprises locales pour permettre l'accès du plus grand nombre à l'éducation, la culture, les activités sportives et assurer la solidarité. L'État doit continuer de protéger les plus faibles et vulnérables des aléas économiques. Le discours du Président Macron est dangereux car il stigmatise davantage des populations qui le sont déjà fortement mais il peut aussi aggraver dans notre ville comme ailleurs la pauvreté !

Maribel Aviles Corona, Dahmane Bessami, Stéphanie Barré, Sana El Amrani, Thierry Atlan.

COMMUNISTES ET PARTENAIRES (Majorité municipale)

NON À LA LOI ELAN !

La loi « ELAN » est actuellement en discussion à l'Assemblée Nationale.

Cette loi va dans le sens des décisions prises par Emmanuel Macron qui, à l'automne dernier, a diminué de 5 € les APL et ponctionné autoritairement 3,5 milliards dans les caisses des offices HLM. Ce qui aura pour conséquence de les priver de fonds pour l'entretien et les réhabilitations de leurs logements ainsi que de les empêcher de construire.

Orly est concernée avec 55 % de logements HLM. Les bailleurs de logements sociaux sont touchés de plein fouet en premier lieu, tel Valophis-Habitat.

Le logement social est mis à mal. La confédération nationale du logement (CNL) dénonce une remise en cause du modèle HLM, elle constate que La loi ELAN s'attaque comme d'autres lois aux acquis sociaux.

La ligue des droits de l'Homme (LDH) s'oppose à une loi qui ne défend pas le logement social. Elle souligne que le désengagement de l'État s'accompagne de contraintes pour les organismes HLM qui devront se regrouper et vendre une partie de leurs logements. Des logements qui ont pourtant été financés par des fonds publics et les loyers des locataires.

En fait, tout est fait pour fragiliser le locataire. Celui-ci verra tous les 6 ans son maintien dans les lieux remis en cause.

Le nombre de mal-logés en France est estimé à 3,8 millions de personnes. Avec moins de logements sociaux construits du fait de l'absence de subventions de l'État, ce sont les mal-logés et ceux qui devront payer des loyers très élevés ou s'endetter pour acheter leur logement qui feront les frais de cette politique gouvernementale du logement.

Au moment où la majorité municipale poursuit une ambitieuse rénovation urbaine, cette politique gouvernementale est un vrai danger. Ensemble, il faut s'y opposer car tous les Orlysiens sont concernés.

Nathalie Besniet, Karine Bettayeb, Geneviève Bonnisseau, Roselyne Charles-Elie-Nelson, Christian de Barros, Alain Girard, Marilyne Herlin, Pierre Stouvenel.

AGIR POUR ORLY (Opposition municipale)

UNE MUNICIPALITÉ AU SERVICE DES ORLYSIENS ?

L'inquiétude grandit chez celles et ceux qui observent de manière attentive ce que les membres de la majorité votent comme décision ainsi que la manière dont est dirigé le personnel communal.

Absence de clarté, dissimulation, désinformation, sont monnaie courante aujourd'hui dans notre ville. Mais comment en est-on arrivé là ? Pourquoi vouloir modifier la perception des événements ?

Malheureusement, l'histoire nous a appris que les conséquences de tels agissements menaient inéluctablement à la souffrance pour le plus grand nombre. Le plus petit nombre, parmi les décideurs, s'estimant au-dessus des autres.

Aujourd'hui, les intérêts des Orlysiens sont mal défendus et les perspectives d'avenir dans un tel contexte, nous préoccupent.

Quel profit pourrait bien apporter tel ou tel projet, aussi plaisant soit-il sur le papier, si les habitants ne figurent pas à tous les instants, au cœur de nos préoccupations ?

La suppression des 8 jours de congés supplémentaires aux agents de la ville, la surveillance prochaine en permanence des Orlysiens situés dans le champ des 8 caméras fixes installées sur la ville, plus une caméra mobile, par le commissariat de Choisy-le-Roi, l'interdiction pour les Orlysiens de se déplacer librement dans leur centre administratif (depuis le guichet unique), l'abattage de plus de 200 arbres au parc Méliès, le projet de construction de logements imposés aux riverains du bois Grignon, la bétonisation anarchique de notre ville, l'abandon d'une partie de notre jeunesse, l'enfoncement dans l'exclusion des personnes âgées isolées, la dégradation de la qualité des soins, etc., sont autant d'effets qui nous alertent sur la direction que prend notre commune.

Cela ne profite pas suffisamment aux Orlysiens, c'est un fait. Mais alors à qui cela profite-t-il vraiment ?

Brahim Messaci, Lionel Cros, Claude Sancho.

UNE NOUVELLE ÈRE POUR ORLY (Opposition municipale)

L'EUROPE A LE MAL DE MER

L'épisode du navire l'Aquarius a encore une fois mis en évidence la difficulté des 27 pays européens à se mettre d'accord sur la gestion des migrants qui par vague, essaient par la mer de se retrouver en Europe pour des jours meilleurs. Il est temps maintenant de mettre en place un dispositif commun afin de ne plus revoir ces images pitoyables, de cette incapacité de gérer la misère du monde et d'intervenir avec dignité lorsqu'un bateau chargé de femmes et enfants en grande difficulté demande de l'aide.

Cette absence de gestion des flux migratoires par l'Europe depuis plusieurs années maintenant, a accentué les incompréhensions et la montée du populisme, en Hongrie, en Pologne, en Autriche et dernièrement en Italie. Pour cette dernière nous les avons laissés se dépêtrer avec un flux constant de migrants au sud de l'Italie, depuis plus de 3 ans, sans aucune concertation conjointe et réelle des 27. Les conséquences nous les connaissons, un populisme montant où comme pour l'Italie, un parti extrême au pouvoir depuis quelques semaines.

L'enjeu des élections européennes passera par des actions sociales fortes des 27 pays européens afin que la social-démocratie puisse être le garant du bien-être de toutes celles et ceux qui veulent vivre dignement en Europe.

Ayons une Europe unie, solidaire et humaniste. Ne mettons pas en péril 70 ans de paix en Europe.

Soyons tous ensemble pour une Europe forte et responsable.

Marco Pisanu, Marianne Cimino, Line Assogbavi, Denis Reynaud.